

SOCIAL

Laurent Berger : « N'attendons pas que ça explose ! »

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, nous dit son inquiétude face à la fatigue psychologique des salariés et à la forte montée du chômage. Et à la veille d'une mobilisation des syndicats, il redit son opposition résolue au projet « Hercule » de restructuration d'EDF.

Le gouvernement maintiendra les aides aux entreprises « aussi longtemps que nécessaire ». De quoi limiter les dégâts ?

C'est indispensable, le soutien aux entreprises et aux travailleurs doit perdurer. Mais il y a des trous dans la raquette, notamment sur les jeunes, et le soutien à la consommation des ménages moyens et modestes...

Vous connaissez la réponse du gouvernement : le pouvoir d'achat n'a quasiment pas baissé...

Il faut se méfier des moyennes : quand vous avez un salaire de 1 800 euros et que vous en perdez 16 % en chômage partiel, ça devient très difficile de boucler les fins de mois... Je n'ai pas de problème à dire que le gouvernement réagit plutôt bien. Mais maintenant, il est urgent de commencer à préparer l'après. L'économie est sous perfusion, et quand ça va s'arrêter, on va constater les dégâts économiques, sociaux, psychologiques.

Quels dégâts psychologiques ?

Notre pays est fatigué, las, défiant à l'encontre de tout, et de cet état de santé psychologique, on ne s'occupe pas... Il faudrait un comité d'experts en sciences

sociales pour réfléchir sur la façon d'accompagner la population dans cette période très éprouvante pour tous.

Que faire, par exemple, dans les entreprises ?

Dans les entreprises, il faut mobiliser les équipes RH et les représentants du personnel pour multiplier les occasions de lien, développer l'attention aux autres, mettre à disposition une écoute psychologique des salariés... C'est vital : il y a vraiment un risque de délitement du lien social et d'effondrement psychologique d'une part de la population.

Venons-en aux dégâts sociaux : les plans se multiplient, de Michelin à AccorInvest...

Sans parler de toutes ces petites et moyennes entreprises qui diminuent leurs effectifs ! Il faut distinguer les entreprises en grosse difficulté à cause du Covid, comme dans l'hôtellerie ou la restauration, et il va y en

avoir de plus en plus ; les entreprises qui continuent leur vie, qui investissent, qui s'adaptent, comme Michelin, et qui pourraient attendre avant de présenter des plans ! Il va falloir en appeler à un peu de patriotisme industriel...

Michelin dit avoir déjà attendu pour annoncer ce plan...

Je ne veux pas tirer sur Michelin, qui est plutôt exemplaire.

Mais je prends la direction au mot : pas de licenciements secs, pas de fermeture de site, réindustrialisation sur le si-

te ? Chiche ! Mais si Michelin trahit sa parole, ça sera terrible. Vous avez enfin les margoulines, les entreprises qui vont en profiter pour fermer des sites, ou qui vont se séparer de salariés, pas parce qu'elles sont en difficulté, mais parce que la crise leur a révélé des gains possibles de productivité... Je crains vraiment la montée d'un chômage très fort. C'est maintenant qu'il faut anticiper les dégâts, accompagner les salariés, préparer les transitions professionnelles, prévoir des emplois aidés, de manière décentralisée, au niveau des territoires. Il va falloir innover socialement pour faire face aux conséquences sociales. Et on ne pourra pas passer du jour au lendemain d'une économie sous perfusion de l'État à une logique de restriction budgétaire, avec des réformes comme l'assurance chômage.

Et les travailleurs de la « deuxième ligne », qui attendent la concrétisation des promesses d'Emmanuel Macron ?

C'est très long, il y a des mesures très concrètes à prendre dès maintenant pour ces 5,5 à 6 millions de tra-

vailleurs de la deuxième ligne, on leur doit ça ! Il faut regarder tout de suite, secteur par secteur, comment arriver à des augmentations de salaires, comment rendre les contrats moins précaires, ou comment prendre en charge l'intégralité des frais de transport dans l'emploi à domicile...

Vous mobilisez ce mardi contre la restructuration d'EDF.

Elle est nécessaire, affirme le ministre de l'Économie, pour avoir les moyens d'investir...

Pourquoi vous y opposez ?

Parce que vouloir séparer la production de la distribution, cela revient à démanteler EDF. C'est dangereux d'un point de vue économique et social, et ce n'est pas opportun au moment où l'on a besoin de cet opérateur dans la transition énergétique. Un projet qui est contesté par l'ensemble des organisations syndicales de l'entreprise, qui mobilise les salariés, qui n'a d'autre motivation que la recherche de cash, il faut l'abandonner ! Et il faut ouvrir la discussion sur l'avenir d'EDF, qui n'est quand même pas n'importe quelle entreprise. Comment le gouvernement peut-il, sans aucune discussion, d'un côté démanteler EDF, et de l'autre refuser le rapprochement de Carrefour avec Couche-Tard ? Je crois que cette crise a montré l'utilité des syndicats et des corps intermédiaires. Nous avons devant nous plusieurs années très difficiles. Soit on anticipe en cherchant des solutions ensemble, soit on attend que ça explose, et là, ça sera terrible, ça emportera tout.

Propos recueillis par Francis BROCHET



POLITIQUE

Brigitte Macron ne sait pas si son mari va se représenter

Invitée du journal de 20 heures de TF1 dimanche pour le lancement de l'opération Pièces jaunes 2021, Brigitte Macron s'est livrée à quelques confidences. Elle est notamment revenue sur son expérience personnelle du Covid-19 dont elle a souffert pendant les fêtes, une semaine après son mari. « J'ai été malade, j'ai été soignée, j'ai eu une forme médiane. Mais tout s'est bien passé. Nous nous sommes remis », a-t-elle assuré, égrenant les symptômes dont elle avait souffert : « Perte de goût, perte de l'odorat, fatigue, migraines... C'est surtout que cela m'a permis de comprendre à quel point ça peut être

anxiogène, notamment au détour du sixième jour. On se dit : "Je respire moins bien, que va-t-il se passer ?" » Agée de 67 ans, la Première dame a assuré qu'elle irait se faire vacciner « quand le médecin va me dire que je pourrai y aller. »

Questionnée sur les intentions de son mari pour la présidentielle de 2022, Brigitte Macron a été formelle : « Je peux vous garantir que ce n'est pas sa préoccupation immédiate. En tout cas, il ne m'en parle pas. Il parle énormément virus, situation internationale et son obsession, c'est de sortir la France au mieux de ce qui est en train de se passer. »

EN BREF

ÉCONOMIE

La dette publique supérieure à 100% du PIB pendant « dix ans »

La dette publique française restera supérieure à 100 % du PIB pendant « dix ans au moins », a estimé ce dimanche le premier président de la Cour des comptes Pierre Moscovici, invité de Radio J. La France a dépensé sans compter depuis le printemps 2020 pour faire face à la crise sanitaire et économique.

ÉNERGIE

Suez propose une « solution amicale » à Veolia

Suez a annoncé dimanche avoir obtenu le soutien des fonds Ardian et GIP pour proposer « une solution amicale » à Veolia, afin de trouver une issue à la guerre que les deux groupes se livrent depuis que Veolia a lancé l'été son projet de rachat de Suez. La « lettre d'intention » d'Ardian et GIP reçue par Suez « ouvre la voie à une solution globale avec diverses modalités d'exécution possibles, d'effet équivalent, y compris une offre d'achat des actions Suez par les investisseurs, au prix de 18 euros par action, coupon attaché », a indiqué Suez.

TTE12 - V2